



Agence du Service Civique

FORMATIONS DE PREVENTION POUR LE COMPTE DE L'AGENCE DU SERVICE CIVIQUE EN VUE DE L'ACCOMPAGNEMENT DE JEUNES EN SITUATION DE FRAGILITE MENTALE ET/OU VICTIMES ET/OU TEMOINS DE VIOLENCES ET HARCELEMENTS SEXISTES ET SEXUELS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Marché n°2025-04

Appel d'offres ouvert

(Articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code de la commande publique)

Accord-cadre à bons de commande

(Articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique)

Marché non-alloti

(Article L. 2113-11 du Code de la commande publique)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Procédure d’achat	4
1.3 Forme du marché	4
1.4 Allotissement	4
1.5 Montant du marché	4
1.6 Marchés de prestations similaires	5
ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
3.1 Pièces particulières	5
3.2 Pièces générales	6
ARTICLE 4 - MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 5 – INTERVENANTS AU TITRE DU MARCHE	7
5.1 Représentant du titulaire.....	7
5.2 Représentant de l’ASC	7
ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE	7
6.1 Nature et contenu des prix	7
6.2 Révision des prix	8
6.2.2 Clause butoir	8
6.2.3 Clause de sauvegarde	8
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PAIEMENT DES PRESTATIONS.....	9
8.1 Avance	9
8.2 Acomptes	9
8.3 Facturation des prestations.....	9
8.4 Modalité d’envoi des factures	10
8.5 Mode de règlement.....	10
8.6 Intérêts moratoires	10
ARTICLE 9 - VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS	10
9.1 Opérations de vérification	10
9.2 Décisions après vérifications	11
ARTICLE 10 - PENALITES	11
10.1 Pénalité de retard	11
10.2 Autres pénalités	11
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
11.1 Obligations relatives à la qualification du titulaire.....	12
11.2 Obligations relatives au personnel d’exécution	13
11.3 Obligations en cas de groupement d’opérateurs économiques	14
11.3.1 Rôle du mandataire	14
11.3.2 Défaillance du mandataire ou d’un autre des membres du groupement	14
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES	16
12.1 Obligations de réserve.....	16
12.2 Clause de confidentialité et de sécurité	16
12.3 Respect du règlement général sur la protection des données (RGPD)	17
ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
13.1 Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards	18
13.2 Propriété des données	19
13.3 Régime de propriété intellectuelle applicables aux résultats.....	19
13.3.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique.....	19
13.3.2 Résultats protégés par un droit de propriété industrielle	19
13.4 Stipulations communes	19
ARTICLE 14 - ASSURANCES	20
ARTICLE 15 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE INTERVENANT EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE ..	20
ARTICLE 16 – CESSION DU MARCHE	21

ARTICLE 17 – CONFLITS D’INTÉRÊTS	21
ARTICLE 18 – RESILIATION DU MARCHE	22
ARTICLE 19 - LITIGES	22
ARTICLE 20 - DECLARATION DU TITULAIRE	22
ARTICLE 21 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	22

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet

Le marché a pour objet la conception et l'animation de formations de prévention pour le compte de l'Agence du Service Civique (ASC) en vue de l'accompagnement de jeunes en situation de fragilité mentale et/ou victimes et/ou témoins de violences et harcèlement sexistes et sexuels.

Les prestations attendues et leurs modalités d'exécution sont décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Procédure d'achat

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

La procédure d'achat donne lieu à la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des articles L.2125-1-1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Non-exclusivité : le présent accord-cadre ne confère aucun droit d'exclusivité au titulaire sur les prestations dont il fait l'objet. Ainsi, en cas de défaillance du titulaire, l'Agence du Service Civique se réserve la faculté de conclure avec d'autres opérateurs économiques des marchés répondant à des besoins précis et spécifiques sur les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Le terme « marché » désigne dans la suite du texte le présent accord-cadre et ses bons de commande.

Le terme « titulaire » désigne dans la suite du texte, selon le cas, le titulaire seul ou le mandataire du groupement titulaire du marché.

1.4 Allotissement

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, celui-ci ne fait donc pas l'objet d'un allotissement en application de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique.

1.5 Montant du marché

Le marché est conclu sans engagement de montant minimal et avec un engagement de montant maximal de **720 100 € TTC (600 000 € HT)**. Ce montant maximal est calculé sur la durée totale du marché, reconductions comprises.

Réexamen du montant maximal du marché : si le montant maximal défini ci-dessus est atteint avant la fin du marché, les parties au marché peuvent se rencontrer afin d'augmenter ce montant. En cas d'accord, cette modification donnera lieu à un avenant et devra être mise en œuvre sans modification des prix visés à l'annexe financière de l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires). Cette modification constitue une clause de réexamen au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. L'augmentation couverte par cette clause est de 10 % du montant maximal du marché. Dans

cette limite, cette augmentation ne saurait être prise en compte dans les montants de modification visés aux articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du Code de la commande publique.

1.6 Marchés de prestations similaires

L'Agence du Service Civique se réserve la possibilité de passer un ou des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, portant sur la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il est reconductible deux (2) fois un (1) an, et une dernière fois jusqu'à la date indiquée *infra*, par tacite reconduction, sauf dénonciation expresse de l'Agence du Service Civique notifiée au titulaire au moins trois (3) mois avant la date d'expiration de la période en cours d'exécution.

Toutefois, la durée totale du marché, reconductions comprises, ne saurait dépasser la date de principe du 15 juillet 2028.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles qui encadrent la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sont énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante.

Le titulaire déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler à l'Agence du Service Civique, dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art.

Si, en cours d'exécution du marché, le titulaire détecte des manques, erreurs, omissions, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et l'accord-cadre et/ou ses bons de commande, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement l'Agence du Service Civique de ces manques, omissions, imprécisions ou incohérences sans qu'il puisse s'en prévaloir par défaut.

3.1 Pièces particulières

- **l'Acte d'engagement** (ATTRI1) du lot concerné et ses annexes daté et signé par le représentant dûment habilité de l'entreprise signataire du marché :
 - annexe 1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - annexe 2 : formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) ;
 - annexe 3 : formulaire d'engagement de confidentialité et de déclaration d'absence de conflit d'intérêts.
- le **Cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) ;
- le **Cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) ;
- l'ensemble des pièces constitutives de l'offre technique établie par le titulaire.

Pour mémoire, aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents remis par le titulaire ne pourra s'intégrer au marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures ou des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois qui a précédé la date limite de réception des offres :

- le **Cahier des clauses administratives générales** applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 MARS 2021 ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

Nota important : l'attention du titulaire est attirée sur le fait que bien qu'elles ne soient pas jointes, les pièces générales citées au 3.2 ci-dessus sont rendues contractuelles par le présent marché.

ARTICLE 4 - MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

Les prestations décrites dans le CCTP seront exécutées par émission de bons de commande, établis sur la base des unités d'œuvre prévues au BPU. Le titulaire sera rémunéré sur la base des quantités de prestations réellement exécutées dans la limite du montant total du bon de commande.

Les dates et lieux d'exécution des prestations seront décidés postérieurement à l'émission de chaque bon de commande après accord entre le titulaire et le référent local du Service Civique ou, le cas échéant, le référent de l'ASC. Les notions de référents sont précisés dans le CCTP.

Etablissement des bons de commande

Le titulaire fournira à l'ASC le 15^e jour de chaque mois les prévisions de prestations à réaliser pour le mois à venir (M+1), en remplissant le document « Quantités prévisionnelles des prestations » (fourni au titulaire après la notification du marché).

L'ASC établira un bon de commande sur la base de ces prévisions et des prix figurant dans le BPU. Conformément à l'article 5 du CCTP, les demandes de prestations formulées par les référents du Service Civique devront être effectuées auprès du titulaire au minimum six (6) semaines avant la date de réalisation des prestations.

Emission des bons de commande

Les bons de commande établis par l'ASC seront transmis au titulaire par courriel. Le titulaire du marché accusera réception de chaque bon de commande.

Seules les prestations effectivement réalisées ouvrent droit à paiement dans les conditions prévues à l'article 8 du présent CCAP.

Tous les bons de commande notifiés avant la date de fin de validité du marché font partie de ce dernier quelle que soit la durée d'exécution des prestations, celle-ci n'étant toutefois pas supérieure à trois (3) mois.

Réserves relatives aux prescriptions d'un bon de commande

Par dérogation de l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il devra, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à l'administration, dans un délai de soixante-douze (72) heures à compter de la réception de celui-ci.

Le titulaire se conformera strictement aux bons de commande qui lui sont notifiés au titre du marché, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Annulation des bons de commande

L'ASC se réserve le droit d'annuler à tout moment, partiellement ou totalement, un bon de commande dans un délai de quinze (15) jours après la commande de la/des prestation(s), objet du bon de commande. L'annulation du bon de commande est totale lorsque la/les prestation(s), objet du bon de commande, n'a/n'ont reçu aucun commencement d'exécution.

L'annulation du bon de commande est partielle lorsqu'une ou plusieurs prestations objet du bon de commande, a/ont reçu un commencement d'exécution. En cas d'annulation partielle, la/les prestation(s) ayant reçu un commencement d'exécution doit/doivent être achevée(s) par le titulaire et réglées par l'ASC.

La décision d'annulation du bon de commande est notifiée au titulaire par tout moyen écrit et n'a pas à être motivée par l'ASC. L'annulation totale ou partielle d'un bon de commande n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire.

ARTICLE 5 – INTERVENANTS AU TITRE DU MARCHE

5.1 Représentant du titulaire

Le titulaire désignera dès la notification du marché une personne responsable du suivi du marché qui sera l'interlocuteur direct de l'ASC. Dans l'hypothèse où cette personne ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire devra en informer l'ASC et s'engage à prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires pour la remplacer afin d'éviter toute rupture dans l'exécution des prestations du marché.

5.2 Représentant de l'ASC

Les questions relatives à l'exécution du marché seront suivies pour la partie financière et juridique par le « Service financier et commande publique » et pour la partie technique par les pôles « Développement et ingénierie » de l'ASC et « Projets Erasmus+ et Projets Corps européen de solidarité » de l'Agence Erasmus+ France Jeunesse et Sport.

ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE

6.1 Nature et contenu des prix

Le présent marché est un marché à prix unitaires révisables. Les prestations, objet du marché, sont réglées suivant le BPU en annexe 1 à l'Acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations prévues au marché, notamment les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risques, les marges bénéficiaires ainsi que les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration du titulaire.

6.2 Révision des prix

La révision des prix sera applicable annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o * (0.60 + 0.40 * (I_1 / I_0))$$

- P_o = prix unitaire initial
- P = prix unitaire révisé
- I_1 = dernière valeur connue, en début de l'année considérée, de l'indice Syntec révisé.

Cet indice est consultable sur le site Syntec : <http://www.syntec.fr/>

- I_0 = valeur initiale de l'indice Syntec révisé, à savoir la dernière connue à la date de notification du marché.

Un (1) mois avant la date anniversaire du marché, le titulaire propose à l'ASC un projet de BPU révisé, établi sur la base de la formule de calcul ci-dessus, accompagné d'une copie de l'historique de l'indice utilisé. Une fois accepté par les parties, le BPU révisé entre en vigueur à compter de la date de notification de la décision de l'ASC qui intervient au plus tard dans les trente (30) jours suivant la transmission du projet par le titulaire. Si aucune révision des prix n'est effectuée dans le mois précédent la date anniversaire du marché, les prix précédents seront considérés comme les seuls en vigueur pour la nouvelle période.

6.2.2 Clause butoir

L'évolution du montant de règlement du marché, consécutive à la révision des prix du BPU appliquée conformément aux modalités du présent article, sera limitée à une augmentation maximale de 3 % par an.

6.2.3 Clause de sauvegarde

L'ASC se réserve la possibilité de résilier, sans aucune indemnité à verser au titulaire, la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence (BPU révisé) si l'augmentation de cette référence est supérieure à 3 %.

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché conformément aux dispositions de l'article 3.6 du CCAG de référence.

Il est précisé que le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement expose le titulaire à l'application des mesures prévues à l'article 3.6.3 du CCAG de référence.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire devra remplir le DC4 (déclaration ou acte spécial de sous-traitance) pour la déclaration et l'acceptation de chaque sous-traitant.

Le titulaire demeure l'unique interlocuteur de l'ASC au titre du marché. Il assume donc seul pendant toute la durée du marché, devant l'ASC comme devant tous tiers, l'entière responsabilité des prestations qu'il exécute, ou fait exécuter par un ou plusieurs sous-traitant(s), pour lesquelles il s'engage.

ARTICLE 8 - CONDITIONS DE PAIEMENT DES PRESTATIONS

8.1 Avance

En application des articles R. 2191-3 à R. 2191-10 et R. 2191-16 à R.2191-18 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire. Conformément à l'article R.2191-7, la durée du marché étant supérieure à douze (12) mois, le montant de cette avance est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois. Lorsque le titulaire (ou son sous-traitant admis au paiement direct) est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique, le montant de cette avance est porté à 10 % de la somme indiquée ci-dessus divisé par la durée du marché exprimée en mois si les conditions cumulatives du 2° de l'article R.2191-7 sont remplies. L'avance sera versée dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du marché. Le remboursement de l'avance s'effectuera conformément aux articles R. 2191-11, R. 2191-12 et R. 2191-19 du Code de la commande publique.

8.2 Acomptes

Conformément aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22, des acomptes, qui n'ont pas le caractère de paiement définitif, peuvent être versés au titulaire en cas de commencement d'exécution d'une prestation du marché. Le versement de ces acomptes peut intervenir au maximum tous les trois (3) mois sur présentation par le titulaire d'un descriptif détaillant la part de prestation réalisée et son montant. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement par le titulaire.

8.3 Facturation des prestations

La facturation par le titulaire interviendra après réception par le pôle de l'ASC, ayant émis les bons de commande, des livrables et/ou exécution des prestations prévus dans le CCTP et sur attestation du service fait délivrée par le même pôle. Aucun règlement ne pourra être effectué sans attestation du service fait conformément à l'article R. 2191-23 du Code de la commande publique.

Les paiements sont effectués selon les règles de la Comptabilité Publique, sur présentation d'une facture originale, à l'issue de la prestation.

Outre les mentions légales (consultable à cette adresse : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F31808>), les factures pour les prestations commandées doivent impérativement comporter les renseignements suivants :

- le numéro du marché (2025-04) et le numéro du bon de commande correspondant, passé au titre du marché (la copie du bon de commande devant être jointe à la facture) ;
- les nom et adresse du titulaire et/ou, le cas échéant, du sous-traitant ;
- le numéro SIRET ou SIREN du titulaire ;
- la date de la facture ;
- la nature des prestations réalisées ainsi que les références du BPU ;
- les quantités de prestations réalisées ;
- le montant total hors taxe ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises.

L'ASC pourra porter en déduction les éventuelles pénalités et réfections qui ont été décidées pendant la période afférente à la facture.

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de trente (30) jours comptés à partir de la réception de la facture par l'ASC ou de la date du service fait si celle-ci s'avérait être postérieure à la date de réception de la facture conformément à l'article R. 2192-12 du Code de la commande publique.

8.4 Modalité d'envoi des factures

Les factures devront être envoyées sous forme dématérialisée via le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>, après réalisation des prestations et attestation de service fait délivrée par l'ASC.

Le titulaire pourra joindre l'attestation de service fait, délivrée par l'Agence du Service Civique, lors de son dépôt sur Chorus Pro, en complément de la facture et du bon de commande.

Trois modes de transmission sont proposés en fonction des besoins du fournisseur (saisie des factures en ligne, dépôt des factures au format PDF, Echange de données informatisées - EDI). Le dépôt des factures au format PDF devra être privilégié. Il est rappelé que la facture dématérialisée adressée dans le cadre de la plateforme Chorus portail pro constitue une preuve fiscale pour le fournisseur. Il n'a donc plus l'obligation de conserver un exemplaire papier.

8.5 Mode de règlement

Le mode de règlement retenu par l'ASC est le virement bancaire.

L'ASC se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG de référence.

8.6 Intérêts moratoires

Conformément aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-34 et R. 2192-36 du Code de la commande publique, le dépassement par l'ASC du délai de paiement déterminé ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration dudit délai ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse. Le taux appliqué sera le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

***Nota important** : l'attention du titulaire est appelée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes décrites ci-dessus lui sera retournée par le service gestionnaire du marché, le délai de paiement étant alors interrompu.*

ARTICLE 9 - VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28-2 du CCAG-FCS, l'ASC effectue les vérifications quantitatives et qualitatives des prestations commandées dans un délai de trente (30) jours suivant la livraison des prestations. Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

9.2 Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, l'ASC ou son représentant prennent des décisions conformément aux termes des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, en l'absence de décision dans le délai des opérations de vérification visé ci-dessus, l'admission des prestations est réputée acquise le jour de leur livraison.

Réserves sur imperfections et malfaçons

Lorsque l'admission est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par l'ASC ou son représentant.

Au cas où la mise en conformité ne serait pas faite dans le délai prescrit, l'ASC pourra la faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

ARTICLE 10 - PENALITES

10.1 Pénalité de retard

Les pénalités pour retard dans la désignation du référent national et des coordinateurs régionaux commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel de désignation est expiré.

Ces délais contractuels, comptés à partir de la date de notification du marché, sont de quinze (15) jours pour la désignation du référent national et de deux (2) mois pour la désignation des coordonnateurs régionaux.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$ dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables entre elles et sont déductibles des règlements à effectuer au titulaire.

Les pénalités sont plafonnées à hauteur de 20 % du montant de la prestation commandée.

10.2 Autres pénalités

En complément de l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Motif de la pénalité	Fait déclencheur	Montant (HT) et modalité de calcul de la pénalité	OBSERVATIONS
Non-transmission des informations relatives à la structure juridique ou économique de l'entreprise titulaire	Si le titulaire n'a pas transmis les informations relatives à toutes modifications portant sur la structure juridique ou économique de son entreprise, celui-ci encourt, et ce jusqu'à régularisation de la situation, la pénalité suivante	100 € par jour de manquement à compter du constat de celui-ci par l'ASC	
Interruption d'une prestation	Si le titulaire interrompt l'exécution d'une prestation, celui-ci encourt, et ce jusqu'à exécution conforme de la prestation, la pénalité suivante	100 € par jour d'interruption	
Annulation d'un bon de commande moins de 48H avant le début de son exécution	Si le titulaire annule, partiellement ou totalement, un bon de commande moins de 48H avant le début de son exécution, celui-ci encourt la pénalité suivante	5 % du montant du bon de commande annulé	
Non-respect d'une obligation contractuelle	Toute obligation contractuelle qui n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique peut faire l'objet d'une pénalité après mise en demeure restée infructueuse pendant huit (8) jours, ce délai pouvant être ramené à 48 heures en cas d'urgence.	500 € par jour calendaire de retard	

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 Obligations relatives à la qualification du titulaire

Le titulaire s'engage à disposer de la qualification QUALIOPi nécessaire pour garantir un niveau de qualité constant, pendant toute la durée de l'accord-cadre.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette certification, sur demande de l'ASC et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, l'ASC peut résilier le présent marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

11.2 Obligations relatives au personnel d'exécution

Le titulaire :

- recrute, rémunère, forme et dirige sous sa seule responsabilité l'équipe qu'il désigne pour l'exécution des prestations objet du marché.
- assure, en sa qualité d'employeur, la gestion administrative, comptable et sociale de son équipe.

Tout préposé du titulaire reste en toutes circonstances sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire. A ce titre, le titulaire assume, par tout moyen, l'encadrement de son équipe. Le titulaire assume seul l'entière responsabilité quant à la définition du profil et la désignation des membres de son équipe ainsi que de leur nombre. Le personnel devra avoir le niveau de qualification requis.

Le titulaire est responsable de tous les dommages corporels, matériels et immatériels causés par son équipe dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire veillera notamment à ce que son équipe respecte les règles relatives aux accès, les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables au sein des sites et des locaux dans lesquels il sera amené à intervenir au titre du marché, qui lui seront transmises ou qui seront affichées par les organismes d'accueil (cf. article 1. A du CCTP) et, le cas échéant, l'ASC (règlement intérieur et règles d'hygiène et de sécurité au travail). En cas de non-respect de ces prescriptions, l'ASC se réserve le droit, à tout moment et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire et/ou de lui refuser l'accès aux sites et aux locaux.

En outre, tout préposé du titulaire devra être en mesure de justifier, dès son entrée dans les locaux ou sur les sites d'exécution des prestations, de son affiliation à la société du titulaire soit par une carte professionnelle, soit par tout document émanant du titulaire.

Le titulaire s'engage à employer des agents ayant une qualification suffisante pour effectuer les prestations du marché. Le titulaire s'engage à garantir, pendant toute la durée du marché, un niveau de qualité constant des prestations sans aucune rupture du service attendu.

En cas d'absence ou d'empêchement, le titulaire devra prévoir le remplacement systématique du personnel affecté à l'exécution du marché par du personnel de compétence équivalente et ayant une totale connaissance et autonomie des prestations liées au présent marché.

En application de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsque tout ou partie des prestations devra être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire devra :

- en informer, sans délai, l'ASC et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'ASC un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'ASC si celle-ci ne le récusé pas dans le délai d'un (1) mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'ASC récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un (1) mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par l'ASC est motivée. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'ASC, l'accord-cadre peut faire l'objet d'une résiliation dans les conditions prévues à l'article 19 du présent document.

Afin de limiter les impacts du remplacement des intervenants sur l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a l'obligation de prendre à sa charge le transfert de compétences de l'intervenant sortant vers l'intervenant entrant.

11.3 Obligations en cas de groupement d'opérateurs économiques

11.3.1 Rôle du mandataire

Dans le cas d'un groupement, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'ASC et coordonne les prestations des membres du groupement.

Ainsi, le mandataire est l'interlocuteur privilégié de l'ASC pendant toute la durée du marché. A ce titre, le mandataire est destinataire de l'ensemble des correspondances du marché émis par l'ASC vers le titulaire. En conséquence, le mandataire du groupement assume la responsabilité de la transmission de l'information et des exigences émanant de l'ASC aux autres membres du groupement.

En outre, en sa qualité d'interlocuteur privilégié de l'ASC, le mandataire s'oblige à prévenir sans délai l'ASC de toute modification tenant au groupement et/ou à un ou plusieurs membres du groupement pendant toute la durée du marché.

Dans le cas d'un groupement conjoint, il est rappelé que le mandataire est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'ASC, et ce jusqu'à la date d'échéance des obligations découlant de l'exécution du marché.

11.3.2 Défaillance du mandataire ou d'un autre des membres du groupement

Cet article déroge aux dispositions de l'article 3.5.4 du CCAG-FCS et constitue une clause de réexamen distincte de la clause de réexamen faisant l'objet des stipulations de l'article 25 du CCAG-FCS.

Est considérée comme défaillance le fait pour un membre du groupement, qu'il soit mandataire ou non, de ne pas se conformer à une ou plusieurs obligations nées de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre ou de se trouver dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche. Il en est de même lorsque le membre du groupement désigné comme mandataire ne satisfait pas à ses obligations en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement.

Les parties conviennent que les dispositions du présent article ne sont pas de nature à démontrer leur volonté de renégocier les termes essentiels du marché.

Tous les frais et préjudices causés par la défaillance d'un membre du groupement, qu'il soit mandataire ou non, sont à la charge du groupement, sans préjudice des droits et recours l'ASC.

a) Lorsque la défaillance concerne le mandataire d'un groupement, dans ses missions de représentant et de coordonnateur des autres membres du groupement :

L'ASC met en demeure le membre du groupement de satisfaire à ses obligations de mandataire.

Si le mandataire ne satisfait pas à ses obligations dans le délai prescrit par la mise en demeure, les cotraitants sont tenus de lui désigner un remplaçant parmi les autres membres du groupement, dans un délai de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai précité.

A défaut, et à l'issue de ce délai, l'ASC pourra être à l'initiative de la désignation d'un mandataire entre les autres membres du groupement.

Le remplaçant ainsi désigné se substitue dans les droits et obligations du mandataire défaillant. En cas d'accord entre les parties, un tel changement devra être formalisé par voie d'avenant.

b) *Lorsque la défaillance concerne un cotraitant (autre que le mandataire) :*

Le constat de cette défaillance peut intervenir :

- à la suite d'une mise en demeure du membre défaillant, adressée au mandataire du groupement par l'ASC, de satisfaire à ses obligations contractuelles dans un délai déterminé.
- sur demande écrite du mandataire du groupement, adressée à l'ASC. Cette demande précise les motifs de la défaillance du membre concerné qui se trouve alors dans l'impossibilité d'exécuter ses prestations et est accompagnée de la lettre du cotraitant justifiant de cette impossibilité.

Dans tous les cas, le mandataire propose à l'ASC les mesures qu'il juge appropriées à la poursuite de la bonne exécution des prestations.

Dans l'hypothèse où le mandataire justifie que le membre défaillant n'est pas en capacité de poursuivre l'exécution des prestations qui sont à sa charge, le mandataire peut demander l'autorisation de poursuivre l'exécution de l'accord-cadre par lui-même ou par un ou plusieurs autre(s) membre(s) du groupement non défaillant(s) ou en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'ASC un ou plusieurs nouveaux membres du groupement et/ou sous-traitants ou entreprises liées.

Cette demande devra être motivée en justifiant :

- qu'un tel changement n'est pas de nature à remettre en cause la capacité du groupement à exécuter les Prestations, telle qu'initialement prévue lors de la passation du marché, et,
- que cette modification ne change pas l'équilibre économique du marché en faveur du groupement d'une manière qui n'était pas prévue dans les termes du marché initial.

L'ASC se prononce sur cette demande après examen de la capacité du mandataire ou de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et/ou des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies lors de la mise en concurrence initiale.

En cas d'accord entre les parties, un tel changement devra être formalisé par voie d'avenant auquel sera annexé un état contradictoire des prestations exécutées par le membre défaillant.

Lorsque le constat de la défaillance du cotraitant intervient après mise en demeure restée sans réponse du mandataire à l'expiration du délai prescrit, l'ASC se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article 19 du présent document.

c) *Lorsque la défaillance concerne le mandataire, non seulement dans son rôle de représentant et de coordonnateur des autres membres du groupement mais aussi dans l'exécution des prestations qui lui incombent*

Que le constat de la défaillance intervienne suite à mise en demeure de l'ASC ou sur demande expresse du mandataire, les autres membres du groupement pourront proposer l'une des mesures suivantes :

- désignation de l'un d'entre eux pour se substituer dans le rôle de mandataire et dans l'exécution des prestations qui lui incombent.
- désignation de l'un d'entre eux pour se substituer dans le rôle de mandataire et proposition à l'acceptation de l'ASC, d'un ou plusieurs nouveaux membres du groupement et/ou des sous-traitants ou entreprises liées pour l'exécution des prestations incombant au mandataire.

- proposition à l'acceptation de l'ASC d'un ou plusieurs nouveaux membres du groupement et/ou des sous-traitants ou entreprises liées pour se substituer dans le rôle de mandataire et dans l'exécution des prestations qui lui incombant.

La demande des autres membres du groupement devra être motivée dans les mêmes conditions prévues au paragraphe b ci-avant.

L'ASC se prononce sur l'une ou l'autre des propositions visées ci-dessus après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et/ou des sous-traitants ou entreprises liés présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation définies lors de la mise en concurrence initiale.

En cas d'accord entre les parties, un tel changement devra être formalisé par voie d'avenant auquel sera annexé un état contradictoire des prestations exécutées par le mandataire défaillant.

Lorsque le constat de la défaillance du mandataire intervient après mise en demeure restée sans réponse du mandataire à l'expiration du délai prescrit, l'ASC se réserve la possibilité de faire application des dispositions de l'article 19 du présent document.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Obligations de réserve

Le personnel du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants devra faire preuve, à tout moment dans l'exécution du marché, d'un comportement exempt de tout reproche. Dans le cas contraire, l'ASC se réserve le droit de demander au titulaire de prendre toute mesure qui s'impose en vue de garantir le bon déroulement du marché.

12.2 Clause de confidentialité et de sécurité

Le titulaire s'engage à appliquer le secret professionnel sur les informations et documents auxquels il aura accès pendant l'exécution du marché.

Conformément à l'article 1120 du Code civil, le titulaire se porte fort pour tout son personnel (salariés collaborateurs) et ses sous-traitants des engagements définis ci-dessus.

En complément de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire, le cas échéant l'ensemble des membres du groupement, et ses sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire et de l'ASC, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ces informations, documents ou éléments ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Le titulaire et l'ASC s'engagent, chacun pour leur part, à ne divulguer aucune information confidentielle qui, émanant de l'autre partie, pourrait parvenir à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

12.3 Respect du règlement général sur la protection des données (RGPD)

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels déclarent être en conformité avec les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le titulaire reconnaît que tout manquement à ses obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la fin immédiate de sa mission.

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG-FCS, le titulaire respecte et impose à toute personne, agissant sous son autorité, les obligations de sécurité et de confidentialité ci-dessous :

a) traite les données à caractère personnel pour le compte exclusif de l'ASC et conformément aux instructions de ce dernier et aux présentes clauses ; s'il est dans l'incapacité de s'y conformer pour quelque raison que ce soit, il accepte d'informer dans les meilleurs délais l'ASC de son incapacité ;

b) s'engage et impose à son personnel ainsi qu'à ses fournisseurs et éventuels sous-traitants à considérer comme « confidentielles » les informations de toute nature, écrites ou orales, qu'il serait amené à connaître durant l'exécution de la mission ; l'obligation de confidentialité du titulaire continuera après expiration des présentes, aussi longtemps que lesdites informations n'auront pas été rendues publiques par l'ASC ;

c) met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées liées à la sécurité avant de traiter les données à caractère personnel qui lui sont confiées et use de tous les moyens nécessaires, eu égard aux risques liés au traitement, à la nature des données à protéger et au coût de mise en œuvre, afin de protéger les données à caractère personnel contre toute perte fortuite, altération, divulgation à des tiers non autorisés ou accès non autorisé aux données précitées ;

d) le cas échéant et depuis le 25 mai 2018, tient un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'ASC, conformément à l'article 30 § 2 et suivants du RGPD, et s'engage à coopérer avec l'autorité de contrôle compétente et, sur demande, de mettre le registre précité à sa disposition ;

e) s'engage à ne pas opérer de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers situé hors de l'Union européenne sauf si le titulaire est en mesure de garantir que le pays destinataire présente un niveau de protection adéquat ou suffisant, conformément aux articles 44 et suivants du RGPD ;

f) en cas de sous-traitance ultérieure, veille à obtenir au préalable l'accord écrit, spécifique ou général, de l'ASC et à imposer au sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection de données que celles qui lui incombent en vertu du contrat initial ; en cas de manquement, par le sous-traitant ultérieur, aux obligations en matière de protection des données qui lui incombent conformément audit accord écrit, le sous-traitant initial reste pleinement responsable du respect de ces obligations envers l'ASC ;

g) à la demande de l'ASC et compte tenu de la nature du traitement et des informations à sa disposition, aide l'ASC à apporter la preuve du respect des obligations en matière de protection de données, notamment dans le cadre d'une analyse d'impact relative à la protection de données et permettra la réalisation d'audits par l'ASC ou tout autre auditeur qu'elle pourrait mandater, soumis à une obligation de secret et choisi par l'ASC et y contribuera ;

h) s'engage à répondre dans les délais légaux à toute demande d'exercice des droits tels que prévus par la réglementation sur la protection des données dès lors que les données se trouvent en sa possession, établit un suivi de ces demandes et les communique à l'ASC sur demande ; s'il est dans l'incapacité d'y répondre pour quelque raison que ce soit, il informe l'ASC dans les meilleurs délais et avec une célérité lui permettant de s'acquitter de cette obligation légale ;

i) communique dans les meilleurs délais et avec une célérité permettant à l'ASC de s'acquitter de ses obligations légales toute demande contraignante de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire, telle qu'une interdiction de caractère pénal visant à préserver le secret d'une enquête policière ;

k) s'engage à coopérer avec l'ASC afin de délivrer l'information légale à toutes les personnes concernées sur l'ensemble des traitements mis en œuvre par le titulaire pour le compte de l'ASC, et de façon générale pour garantir le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données ;

k) en cas de violation de données à caractère personnel entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données, s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer tout risque immédiat et potentiel pour les personnes concernées et notifie la violation de données à l'ASC. La notification doit décrire la nature de la violation, ses conséquences probables, les mesures prises par le titulaire et tout élément permettant à l'ASC de prendre des mesures proportionnées au risque identifié.

De façon générale, le titulaire et l'ASC s'engagent à coopérer afin de garantir le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données.

Le titulaire et l'ASC conviennent qu'au terme des services de traitement de données, le titulaire et, le cas échéant, se(s) sous- traitant(s) restitueront à l'ASC, et à la convenance de celui-ci, l'ensemble des données à caractère personnel transférées ainsi que les copies, ou détruiront l'ensemble de ces données et en apporteront la preuve à l'ASC, à moins que la législation imposée au titulaire ne l'empêche de restituer ou de détruire la totalité ou une partie des données à caractère personnel transférées. Dans ce cas, le titulaire garantit qu'il assurera la confidentialité des données à caractère personnel transférées et qu'il ne traitera plus activement les dites données pendant la durée de cette obligation légale, durée après laquelle les données sont détruites ou restituées à l'ASC dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus.

ARTICLE 13 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

13.1 Régime des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

L'article 36 du CCAG-FCS s'applique.

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-FCS, l'ASC peut utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats après obtention de l'accord préalable du titulaire ou si celles-ci sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

Les droits sur les connaissances antérieures sont conférés par le titulaire à titre exclusif à l'ASC.

En complément de l'article 36.2 du CCAG-FCS, il est rappelé au titulaire que l'utilisation d'une connaissance antérieure standard suppose l'acceptation de sa licence. En outre, le titulaire doit veiller

à n'utiliser dans le cadre du marché que des connaissances antérieures standards compatibles avec les besoins de l'acheteur.

13.2 Propriété des données

En complément de l'article 36.1 du CCAG-FCS, les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'ASC pour l'exécution du marché ne pourront pas être divulguées, vendues, cédées ou fournies d'une quelconque manière à des tiers par le titulaire ou exploitées commercialement par ou pour le compte du titulaire, de ses salariés, mandataires ou sous-traitants.

13.3 Régime de propriété intellectuelle applicables aux résultats

Les droits de propriété intellectuelle, fixés respectivement aux 13.3.1 et 13.3.2 du présent article, sur les résultats sont accordés par le titulaire pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché et pour les finalités et les besoins d'utilisation découlant des missions de l'ASC issues des articles L.120-1 à L.120-36 du Code du service national, lesquels peuvent comprendre une exploitation à titre commercial des résultats.

Les résultats sont soumis au régime de confidentialité et de sécurité défini à l'article 12.2 du présent document.

Le présent article restera en vigueur à l'expiration ou à la résiliation du marché quelle qu'en soit la cause.

13.3.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Par dérogation à l'article 37.2.1 du CCAG-FCS, la cession des droits par le titulaire sur l'ensemble des résultats est consentie à titre exclusif à l'ASC.

13.3.2 Résultats protégés par un droit de propriété industrielle

Dans l'éventualité où l'ASC souhaite se voir concéder une licence d'utilisation non-exclusive des droits de propriété industrielle protégeant les résultats, le titulaire accomplissant alors les formalités nécessaires, les dispositions de l'article 37.2.2 du CCAG-FCS s'appliqueront.

13.4 Stipulations communes

En complément de l'article 37.3.1 du CCAG-FCS, le titulaire peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats dont la cession des droits est consentie à titre exclusif, avec l'accord préalable et écrit de l'ASC, pour les mêmes droits que ceux prévus à l'article 37.2.1 du CCAG-FCS, sous réserve de la confidentialité d'informations intégrées dans les résultats en vertu de l'article 5 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse de l'exploitation commerciale par le titulaire de tout ou partie des résultats, seuls ou incorporés dans des produits ou services, ou en cas de concession totale ou partielle de droits d'exploitation portant sur les résultats, les parties conviennent de se concerter préalablement afin de déterminer, le cas échéant, les modalités de calcul ainsi que le montant d'une redevance versée par le titulaire à l'ASC, dans les conditions prévues par le Code de la propriété intellectuelle et notamment son article L.131-4. En cas d'accord entre les parties, celui-ci sera formalisé par écrit.

Par dérogation à l'article 37.4.3 du CCAG-FCS :

- le titulaire du marché cède à l'ASC le droit d'exploiter les bases de données incluses, le cas échéant, dans les résultats ;

- l'ASC a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché et pour les finalités et les besoins d'utilisation découlant des missions de l'ASC issues des articles L.120-1 à L.120-36 du Code du service national.

ARTICLE 14 - ASSURANCES

Le titulaire du marché doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASC et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG-FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASC et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Chaque intervenant placé sous l'autorité du titulaire au titre des prestations du marché est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et de l'ASC, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir pendant la période d'exécution contractuelle.

ARTICLE 15 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE INTERVENANT EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Cet article complète les stipulations de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ASC les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager (Cf. article 5.1 du présent document) ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à son adresse ou son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de changement dans le contrôle du titulaire, celui-ci doit informer l'ASC de ce changement par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours de sa survenance.

En cas de changement de contrôle, l'ASC peut résilier le marché avec un effet immédiat et sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité dès lors que cette modification est susceptible de :

- entraîner des modifications dans les conditions d'exécution des prestations par le titulaire ;
- affecter la capacité du titulaire à exécuter les prestations.
- entraîner des conflits d'intérêts ou une incompatibilité entre le présent marché et d'autres marchés de l'ASC dont le nouveau titulaire serait partie prenante,

- aboutir à un contournement des règles d'attribution ayant prévalu à l'attribution du présent marché.

Par ailleurs, le présent marché entrant dans le champ d'application du règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant les mesures restrictives adoptées eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, le titulaire est informé que conformément au point 23 de l'article 3 terdecies du règlement précité, et à compter du 9 avril 2022, l'ASC a l'interdiction de poursuivre l'exécution d'un marché/accord-cadre dans quatre hypothèses si :

- le titulaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- le titulaire est détenu à plus de 50 %, et ce de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- le titulaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Si l'un des cas susmentionnés se présente dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire doit en informer sans délai l'ASC par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut, l'ASC peut résilier le présent marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 16 – CESSION DU MARCHE

Toute cession des droits et obligations que le titulaire détient au titre du présent marché est formellement interdite sans l'accord préalable et express de règlement (UE) n°2022/576.

Que ce soit dans la situation visée à l'article R.2194-6-2° du Code de la commande publique ou dans toute autre situation, cette cession pourra intervenir, avec accord express de l'ASC, uniquement si :

- elle n'est pas de nature à entraîner une remise en cause des éléments essentiels du marché ;
- elle n'est pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence ;
- le cessionnaire présente des garanties professionnelles et financières suffisantes pour assurer la bonne exécution du marché et ainsi remplir les conditions qui avaient été fixées par l'ASC pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Sous réserve du respect de l'ensemble de ces conditions, la cession du marché sera formalisée par la signature d'un certificat de cessibilité de créance(s) (NOTI6) conformément à l'article R.2191-46-2° du Code de la commande publique.

ARTICLE 17 – CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le titulaire (et les cotraitants du groupement titulaire), ainsi que les entreprises qui lui (leur) seraient liées et ses cocontractants, s'engage(nt) à éviter tout conflit d'intérêts pouvant exister entre ses (leurs) intérêts matériels ou moraux et ceux de l'ASC.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire signale à l'ASC, dès qu'il en a connaissance, toute situation le concernant susceptible de créer ou d'aboutir à un conflit d'intérêts, même potentiel ou temporaire, avec les intérêts de l'ASC.

On entend par « intérêt(s) » tout intérêt familial, sentimental, économique, politique ou autre, notamment partagé avec les candidats participant à la consultation du marché, y compris les intérêts professionnels conflictuels.

Le titulaire (et les cotraitants du groupement titulaire), ainsi que les entreprises qui lui (leur) seraient liées et ses cocontractants, s'interdisent de communiquer toute information à un tiers et d'entrer en relation commerciale avec un tiers qui, dans un domaine ayant un lien direct avec le projet de marché considéré, envisagerait de se fonder sur les informations ainsi obtenues en vue notamment de sa participation à la consultation portant sur ce projet de marché.

Dans le cas où une telle situation est en voie de se présenter, le titulaire (et les cotraitants du groupement titulaire), ainsi que les entreprises qui lui (leur) seraient liées et ses cocontractants, soumet(tent) à l'approbation de l'ASC les dispositions qu'il(s) se propose(nt) de mettre en œuvre de sorte à faire disparaître cette situation.

On entend par « entreprise liée » toute entreprise sur laquelle le titulaire du marché peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante, ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le titulaire du marché ou toute entreprise qui, comme le titulaire du marché, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise ou dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

Le titulaire (et les cotraitants du groupement titulaire) étant personnellement responsable des obligations résultant de la partie du marché qu'il(s) sous-traite(nt), s'engage(nt) à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires pour faire respecter les stipulations du présent article à son(ses) sous-traitant(s).

ARTICLE 18 – RESILIATION DU MARCHE

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

ARTICLE 19 - LITIGES

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est la seule applicable. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 20 - DECLARATION DU TITULAIRE

En application du Code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants sont tenus d'établir et de transmettre à l'ASC, à la date de signature du marché et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, une attestation sur l'honneur relative à la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

ARTICLE 21 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

L'article 9.2 du présent CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS.
L'article 11.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.5.4 du CCAG-FCS
L'article 12.3 du présent CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG-FCS.
L'article 13.1 du présent CCAP déroge à l'article 36.1 du CCAG-FCS.
L'article 13.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 37.2.1 du CCAG-FCS.
L'article 13.4 du présent CCAP déroge à l'article 37.4.3 du CCAG-FCS.